

CMD

CA

KARL AGOSSOU-VOYEME

N° 040/CA du Répertoire

N° 97-95/CA du greffe

Arrêt du 08 août 2002

AFFAIRE : AUGUSTIN KARL A. VOYEME

C/

DIRECTEUR DU CNHU

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 26 novembre 1997, parvenue à la Cour Suprême le 09 décembre 1997 enregistrée sous le numéro 645/CS/CA par laquelle Monsieur Karl Augustin AGOSSOU-VOYEME, Professeur agrégé en service à la Faculté des Sciences de la Santé, demeurant au carré 1460-E à Cotonou, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir, contre la décision n° 034/MSPSCF/CNHU/SAP/DGRM/SAG du 21 août 1997 portant nomination de chefs de service par intérim au Centre Nationale Hospitalier et Universitaire (CNHU) de COTONOU ;

Vu la correspondance n° 1323/GCS du 23 septembre 1998 par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif ainsi que toutes les pièces y annexées ont été communiqués, pour ses observations, au Directeur du CHNU ;

Vu la mise en demeure n° 1944/GCS du 07 décembre 1998 adressée au Directeur du CNHU ;

Vu le mémoire en défense objet de la lettre n° 229/MS/CNHU/C/DG/SP du 31 décembre 1998 enregistrée au Greffe sous le numéro 004/GCS du 05 janvier 1999 ;

Vu la correspondance du 14 avril 2000 enregistrée au Greffe de la Cour sous le numéro 402/GCS du 18 avril 2000 par laquelle le requérant portait, à la connaissance de la Cour, sa demande de retrait de la plainte contre le Directeur du CNHU ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 1148 du 16 janvier 1998 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;



Enregistré à Cotonou le 09/05/03
Fo 22 Case 1755-4
Reçu Deux mille francs
L'Inspecteur de l'Enregistrement

Handwritten signature: Elsakhe souvi

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Samson DOSSOUMON** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre en date à Cotonou du 26 novembre 1997 enregistrée à la Cour le 09 décembre 1997 sous le numéro 645/CS/CA, Monsieur Karl Augustin AGOSSOU-VOYEME, Professeur Agrégé, en service à la Faculté des Sciences de la Santé, demeurant au carré n° 1460-E à Vèdoko, Cotonou a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la décision n° 034/MSPSCF/CNHU/SAP/DGRM/SAG du 21 août 1997 portant nomination de chefs de service par intérim au Centre Nationale Hospitalier et Universitaire (CNHU) de COTONOU

Considérant que par correspondance en date à Cotonou du 14 avril 2000 enregistrée au Greffe de la Cour Suprême sous le numéro 402/GCS du 18 avril 2000 le requérant a porté à la connaissance de la Cour sa décision de retrait de la plainte contre le Directeur du Centre National Hospitalier et Universitaire ;

Qu'il y a lieu, en conséquence, de lui en donner acte ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est donné acte au requérant de son désistement.

Article 2 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur Général près la Cour Suprême

Article 3 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :



Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative

PRESIDENT;

Emile TAKIN

et

Bernadette HOUNDEKANDJI épouse CODJOVI

CONSEILLERS.



Et prononcé à l'audience publique du jeudi huit août deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Greffier,

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911



1911